



**FMES**

Fondation pour la Maîtrise  
des Enjeux Stratégiques

- ARTICLE -

# Ali al-Zaidi, Premier ministre d'un Irak ingouvernable ?

● Mossoul

★ Bagdad

● Karbala

● Bassora

KOWEÏT

**IRAK**

**JUIN 2026**

Olivier PASSOT

Chercheur associé à l'Institut FMES

ARABIE SAOUDITE

QATAR

ÉMIRAT  
ARABES U

Mer Noire

TURQUIE

SYRIE

Mer  
Caspienne

Golfe Persique

## **Ali al-Zaidi, Premier ministre d'un Irak ingouvernable ?**

Par Olivier Passot, chercheur associé à l'Institut FMES

*Après plusieurs mois de tractations, les partis irakiens se sont finalement entendus sur la désignation d'Ali al-Zaidi comme Premier ministre. Cette nomination intervient dans un pays où l'exercice du pouvoir reste profondément conditionné par des lignes de fracture communautaires (Chiites-Sunnites), ethniques (principalement Arabes-Kurdes) et géopolitiques (antagonisme Etats-Unis-Iran). L'arrivée d'un chef de gouvernement dépourvu d'expérience politique coïncide avec le déclenchement d'une guerre régionale qui exacerbe ces tensions structurelles et réduit encore les marges de manœuvre de l'État. Dans ce contexte, poser les bases d'un nouvel exécutif est un défi majeur : il s'agit à la fois de préserver une cohésion interne fragile et de contenir les effets d'un conflit qui dépasse largement la capacité d'action de Bagdad.*

### **Ali al-Zaidi : un Premier ministre sans expérience politique**

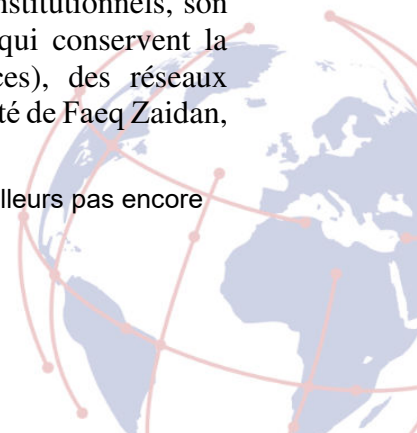
La nomination d'Ali al-Zaidi à la tête du gouvernement irakien le 14 mai 2026 constitue une rupture dans l'histoire politique du pays depuis 2003. Contrairement à ses prédécesseurs (Maliki, Abadi, Abdel Mahdi, Soudani), tous issus de partis, de mouvements d'opposition ou de réseaux militants, Zaidi n'a jamais exercé de fonction publique, n'a jamais été député, n'a dirigé aucun parti et ne dispose d'aucune base militante ou parlementaire. Même Kadhimî (Premier ministre de 2020 à 2022), souvent présenté comme technocrate, avait été directeur de l'INIS (principal service de renseignement). Ali al-Zaidi est ainsi un jeune premier Premier ministre (40 ans) totalement extérieur au champ politique jusqu'à sa nomination. Avant son entrée en politique, il avait construit sa carrière dans le secteur privé, principalement dans les domaines bancaire et financier, où il a dirigé plusieurs entreprises et développé des relations étroites avec les milieux d'affaires chiites. Ce parcours technocratique, marqué par une expertise administrative et une capacité à naviguer entre différents réseaux économiques, a contribué à rassurer plusieurs factions : il apparaît en effet comme un gestionnaire fiable, dépourvu d'ambition partisane, et donc susceptible de préserver les équilibres internes sans remettre en cause les intérêts établis.

Cette arrivée au pouvoir sans légitimité politique place Zaidi dans une position de dépendance forte vis-à-vis des principales factions chiites. Dépourvu de parti, de base parlementaire et de relais institutionnels, il ne dispose d'aucun levier autonome pour peser sur les arbitrages internes. Son autorité repose donc largement sur la bonne volonté des acteurs dominants, qui conservent la maîtrise des ministères clés, des réseaux administratifs et des appareils sécuritaires. Cette configuration fait de lui un Premier ministre dont la marge de manœuvre est étroite par construction : il peut gérer, arbitrer à la marge, mais difficilement imposer une ligne politique susceptible de contrarier les équilibres établis.

Cependant, cette absence de capital politique le place dans une position de dépendance extrême vis-à-vis des factions chiites. Sans parti, sans base parlementaire ni relais institutionnels, son autorité repose entièrement sur la bonne volonté des acteurs dominants, qui conservent la maîtrise des ministères souverains (Intérieur, Défense<sup>1</sup>, Pétrole, Finances), des réseaux administratifs et des appareils sécuritaires. Le pouvoir judiciaire, sous l'autorité de Faeq Zaidan,

---

<sup>1</sup> La nomination du ministre de la Défense, poste clé au regard du contexte, n'a d'ailleurs pas encore été arrêtée, donnant lieu à d'intenses tractations.



joue par ailleurs un rôle clé : il contrôle les nominations et les arbitrages institutionnels, limitant encore la capacité de Zaidi à agir de manière autonome.

À ce stade, Ali al-Zaidi n'a pas encore formulé de vision claire pour l'Irak : il se concentre sur la formation de son gouvernement et sur la gestion des rapports de force internes. Son principal atout réside dans son acceptabilité simultanée auprès des États-Unis, de l'Iran, de la Turquie et des pays du Golfe, ainsi que dans l'effet de nouveauté que lui reconnaissent les acteurs politiques. Mais sa marge de manœuvre reste étroite : il pourra au mieux gérer les crises au cas par cas, sans pouvoir imposer une ligne politique susceptible de contrarier les équilibres établis. Reste à voir comment il abordera les premiers chantiers de son gouvernement, qui mettront rapidement à l'épreuve sa capacité d'action.

## L'épreuve du pouvoir dans un pays fragmenté

Gouverner l'Irak en 2026 revient à affronter un ensemble de chantiers internes d'une ampleur exceptionnelle. Le Parlement incarne cette fragmentation extrême : aucun parti ne dispose d'une majorité suffisante pour imposer sa ligne, et les alliances, constamment mouvantes, se recomposent au gré des intérêts du moment. Sur 329 députés que compte le Parlement, la coalition d'al-Soudani (arrivée en tête) ne compte que 46 sièges, suivie par quatre formations (PDK, Taqaddum, État de droit, Al-Sadiqoun) entre 20 et 30 sièges chacune. Le reste de l'hémicycle se compose d'une mosaïque de partis moyens ou minuscules : une dizaine de listes entre 10 et 20 sièges, et plus d'une vingtaine entre 1 et 8. Dans ce contexte, chaque vote – qu'il s'agisse de la confiance au gouvernement, du budget ou des nominations ministérielles – donne lieu à des négociations au cas par cas, où chaque formation cherche avant tout à préserver ses positions. Ali al-Zaidi dépend donc entièrement des factions chiites qui contrôlent les ministères souverains (Intérieur, Défense, Pétrole, Finances), les réseaux administratifs et les appareils sécuritaires, limitant sa capacité à imposer une ligne politique cohérente.

### Un Parlement irakien très morcelé (résultat de l'élection du 11 novembre 2025)

Bloc / Parti	Dirigeant	Sièges	Affiliation communautaire ou politique	Liens miliciens / sécuritaires	Niveau de soutien au gouvernement (5 : soutien total, 1 : opposition frontale)
Reconstruction et développement	Soudani	46	Chiite	Pas de milice	5
État de droit	Maliki	29	Chiite Liens avec l'Iran	Pas de milice mais proximité avec Badr	4
Taqaddum	Halboussi	27	Sunnite	réseaux tribaux	2
Sadiqoun	Qais al-Khazali	27	Chiite pro-iranien	Asaib Ahl al-Haq (milice intégrée aux PMF)	4

Parti démocratique kurde	Barzani	26	Kurde	Peshmergas (forces régulières kurdes)	2
Badr	Hadi al-Ameri	18	Chiite pro-iranien	Organisation Badr (milice historique PMF)	5
NSF	Ammar al-Hakim	18	Chiite	Pas de milice	3
Union patriotique kurde	Talabani	15	Kurde	Peshmergas (branche UPK)	3
Azm	Sammarai	15	Sunnite Liens avec Qatar	Réseaux tribaux	2
Bloc Souveraineté	Khanjar	8	Sunnite	Influence tribale	2
Kataeb Hezbollah (branche politique)	Al-Hamidawi	8	Chiite pro-iranien	KH (milice PMF radicale)	4
Harakat al-Nujaba (branche politique)	Al-Kaabi	6	Chiite pro-iranien	Nujaba (milice PMF radicale)	4
Kataeb al-Imam Ali (branche politique)	Al-Zaidi	4	Chiite	Milice intégrée aux PMF	4

La formation du gouvernement illustre parfaitement cette dynamique. Sous la pression américaine, qui exige l'exclusion des personnalités liées aux groupes armés, et face à l'intransigeance des partis chiites, déterminés à conserver leur emprise sur les ministères stratégiques, la solution de compromis a consisté à nommer des « technocrates affiliés » – des personnalités présentées comme indépendantes, mais en réalité proches des factions. Cette approche permet de satisfaire Washington tout en préservant les équilibres internes. Toutefois, elle hypothèque toute réforme structurelle : un gouvernement composé de représentants déguisés des partis ne peut guider une transformation profonde du système.

Le nouveau gouvernement doit par ailleurs affronter une économie irakienne marquée par des défis structurels majeurs. Avec 90 % de ses revenus dépendant du pétrole, dont la production de 4,5 millions de barils par jour est vulnérable aux fluctuations des prix (seuil de rentabilité à 55 dollars) et aux tensions régionales sur les exportations via le détroit d'Ormuz, Bagdad n'a qu'une marge de manœuvre étroite. La pression démographique aggrave encore la situation : un million de jeunes arrivent chaque année sur un marché du travail déjà saturé, avec un chômage des moins de 25 ans dépassant 50 %, exigeant une réforme urgente du système éducatif et la création d'emplois hors hydrocarbures. La dépendance aux compagnies étrangères, qui contrôlent l'essentiel de la production, et la corruption endémique, coûtant entre 15 et 20 milliards de dollars par an, limitent encore les capacités d'action. Face à ces défis, le gouvernement dispose de quelques leviers : il peut tenter de renégocier les contrats pétroliers

avec TotalEnergies ou ExxonMobil pour exiger un meilleur transfert de technologies et une formation locale, comme le prévoit le projet gazier de 2026 visant à réduire de 30 % les importations d'électricité. Le développement des énergies renouvelables, avec un parc solaire de 750 MW en construction, et l'exploitation du gaz naturel, dont 90 % est actuellement brûlé alors que l'Irak possède le cinquième potentiel mondial, offrent aussi des pistes. Cependant, ces chantiers, aussi prometteurs soient-ils, se heurtent à des contraintes politiques, sécuritaires et financières considérables.

La question des milices constitue un défi encore plus redoutable. Les Forces de mobilisation populaire (PMF ou Hachd al-Chaabi dans leur acronyme arabe) constituent aujourd'hui l'une des principales singularités du système sécuritaire irakien. Avec environ 200 000 membres (combattants et personnels de soutien), elles représentent une force comparable en effectifs aux principales composantes de l'armée régulière. À titre de comparaison, les forces terrestres irakiennes comptent environ 180 000 à 220 000 militaires, tandis que les Peshmergas du Kurdistan disposent d'environ 120 000 à 150 000 hommes, dont seule une partie est pleinement opérationnelle. Les PMF disposent en outre de capacités autonomes importantes : blindés légers, artillerie, drones, missiles de courte portée, réseaux de renseignement et contrôle de portions significatives de l'économie locale. Contrairement à l'armée irakienne, les PMF ne constituent pas une force homogène placée sous une chaîne de commandement unique. Elles regroupent plusieurs dizaines de formations aux loyautés et aux agendas politiques distincts. Certaines sont largement intégrées aux institutions de l'État, tandis que d'autres conservent une autonomie opérationnelle importante et des liens étroits avec l'Iran. Les PMF occupent ainsi une position singulière : elles appartiennent officiellement à l'appareil sécuritaire irakien, tout en conservant pour certaines composantes des centres de décision distincts de ceux du gouvernement. Plusieurs brigades très proches de l'Iran, comme Kataeb Hezbollah ou Harakat al-Nujaba, refusent toute démobilisation, tandis que d'autres, comme Asaib Ahl al-Haq ou Kataeb al-Imam Ali, ont annoncé leur intention de placer leurs armes sous contrôle étatique – une décision saluée par Washington, mais qui répond davantage à la pression américaine qu'à une volonté de réforme. Le « Cadre de coordination », dominé par les partis pro-iraniens, soutient officiellement le « monopole de l'État sur les armes », mais cette position vise en réalité à préserver les PMF comme institution et à empêcher toute restructuration qui menacerait leurs intérêts. Les milices restent en effet profondément divisées : certaines, comme Badr, cherchent à se normaliser pour conserver leurs acquis politiques et économiques ; d'autres, plus radicales, maintiennent leurs armes comme garantie de survie. Dans ce contexte, les annonces de désarmement restent largement symboliques, et Zaidi, sans autorité sur ces groupes ni leviers pour les contraindre, ne peut que constater son impuissance.

La menace jihadiste persiste dans les zones rurales du nord et de l'ouest, même si son intensité a nettement diminué ces dernières années. Le gouvernement de Mohammed al-Soudani avait en effet obtenu des résultats significatifs dans la réduction des capacités opérationnelles de l'État islamique, grâce à une combinaison d'opérations ciblées, d'un meilleur partage du renseignement et d'une coordination accrue entre les forces fédérales et kurdes. Surtout, il avait mené un effort sans précédent de réintégration : entre 2020 et 2025, près de 20 000 anciens combattants et membres de leurs familles, transférés depuis les camps du nord-est syrien, ont été intégrés dans un système déjà sous tension. Ce dispositif, fondé sur un tri sécuritaire rigoureux, un suivi judiciaire et un accompagnement social (logement, emploi, éducation), visait à absorber progressivement ces individus dans une société irakienne profondément divisée. L'ampleur de l'opération était inédite : il a fallu mobiliser des moyens humains, logistiques et financiers colossaux, alors que les prisons, les tribunaux et les services sociaux étaient déjà saturés. Politiquement, cette initiative a coûté cher à al-Soudani : elle a suscité une

forte hostilité dans les milieux chiïtes, qui y voyaient une concession excessive aux États-Unis, tandis que les régions sunnites, bien que directement concernées, n'en ont retiré qu'un bénéfice limité, faute de moyens pour accompagner durablement ces populations. Parallèlement, Bagdad avait tenté de donner des gages au régime syrien en amorçant une normalisation prudente, notamment par l'entremise du chef de l'INIS, Hamid al-Chatrî, chargé de renouer les canaux sécuritaires et de stabiliser la frontière. L'arrivée récente de 6 000 détenus supplémentaires liés à l'État islamique, transférés du nord-est syrien vers l'Irak à la demande des États-Unis après le retrait des Forces démocratiques syriennes (FDS) de plusieurs zones de détention, a cependant mis ce fragile édifice à rude épreuve. Imposée à Bagdad dans les derniers mois du gouvernement al-Soudani, cette décision a révélé les limites d'un système carcéral et administratif déjà à bout de souffle.

## **L'Irak dans la tourmente régionale**

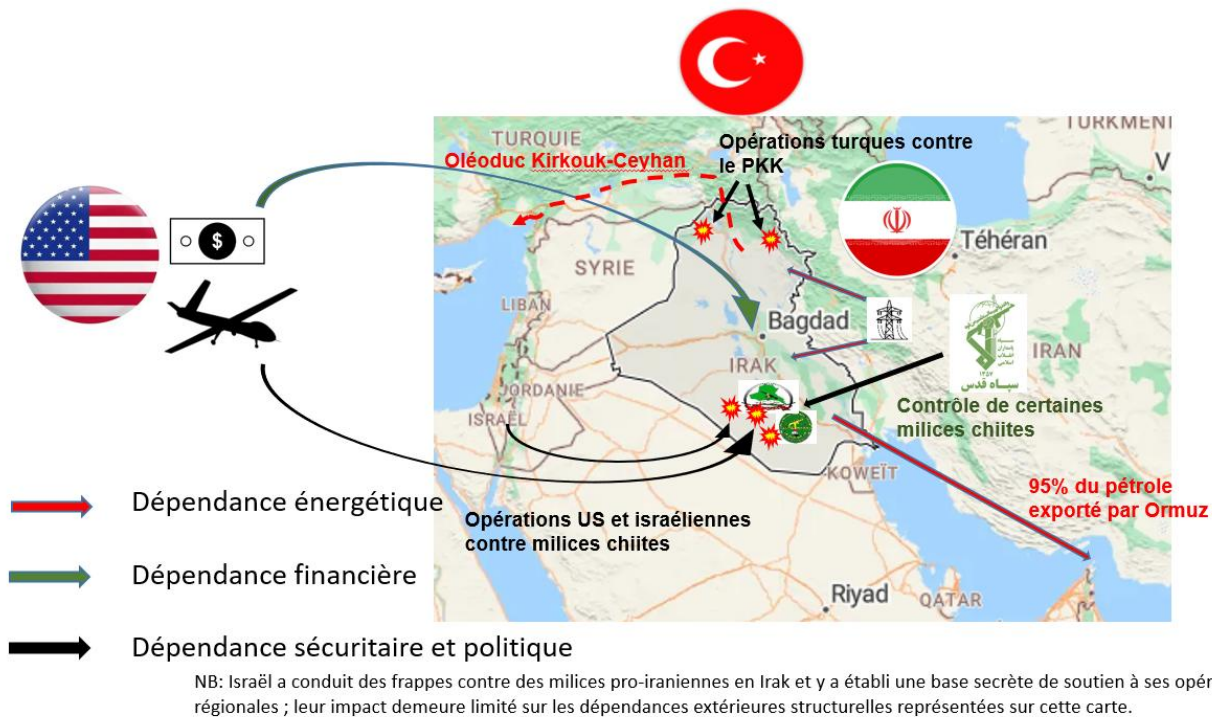
Depuis 2003, l'Irak tente de concilier, au cœur même de son système politique, les influences américaine et iranienne, comme l'illustre la désignation du Premier ministre, généralement validée à la fois par Washington et Téhéran. Mais le basculement vers une confrontation ouverte entre les deux puissances au printemps 2026 - après une première séquence en juin 2025 ("guerre des douze jours") - a rendu cette équation presque intenable. Le conflit exerce en Irak un impact d'autant plus fort que l'État est fragile et exposé aux influences extérieures. La question énergétique illustre cette vulnérabilité. La quasi-totalité des exportations pétrolières irakiennes dépend de routes exposées aux tensions régionales, en particulier du détroit d'Ormuz. Toute escalade entre Washington et Téhéran - menaces sur la navigation ou perturbation du trafic énergétique - met directement en danger les recettes budgétaires du pays. L'unique alternative, l'oléoduc Kirkouk-Ceyhan, demeure paralysée par le contentieux entre Bagdad et Ankara, les tensions avec le Gouvernement régional du Kurdistan et l'insécurité dans le nord. Cette dépendance expose l'Irak à un risque budgétaire permanent : toute perturbation des exportations compromet la stabilité de l'État. À cette vulnérabilité logistique s'ajoute une dépendance financière : les revenus pétroliers irakiens sont principalement libellés en dollars et transitent par des comptes détenus auprès de la Réserve fédérale américaine, ce qui confère à Washington un levier supplémentaire sur les finances publiques du pays.

La stabilité irakienne est également affectée par son voisinage immédiat. Les relations avec le Koweït, longtemps marquées par l'héritage de l'invasion de 1990 et les différends frontaliers qui en ont découlé, se sont largement normalisées au cours des deux dernières décennies. Toutefois, la présence d'importantes bases américaines sur le territoire koweïtien expose indirectement l'Irak aux conséquences d'une confrontation entre Washington et Téhéran, plusieurs groupes armés pro-iraniens considérant l'ensemble du dispositif militaire américain dans le Golfe comme une cible potentielle.

La Turquie mène depuis des années des opérations militaires dans le nord de l'Irak et y maintient des bases visant le PKK, ce qui génère des tensions récurrentes avec Bagdad et Erbil et complique la gestion des zones frontalières. Les défis sécuritaires extérieurs de l'Irak ne se limitent toutefois pas à la Turquie. L'Iran conserve une capacité d'influence considérable sur la vie politique irakienne à travers plusieurs partis chiïtes et certaines composantes des Forces de mobilisation populaire, tout en démontrant régulièrement sa capacité à frapper des groupes armés ou des opposants réfugiés au Kurdistan irakien. Même si leur présence en Irak est désormais réduite (environ 2 500 hommes), les États-Unis conservent une réelle capacité d'action contre les milices pro-iraniennes grâce aux moyens aériens stationnés dans les pays voisins — Koweït, Qatar, Jordanie, Émirats arabes unis — ainsi qu'à leurs groupes aéronavals

déployés dans la région. En 2026, ces plateformes ont permis de conduire plusieurs frappes ciblées en réponse aux attaques visant leurs intérêts, comme celle du 3 mars 2026 contre Kataeb Hezbollah dans la région d'al-Qaim. Enfin, la campagne menée contre l'Irak a montré qu'Israël était également capable d'utiliser l'espace aérien irakien, voire ponctuellement le territoire irakien, dans le cadre de ses opérations régionales. L'Irak se trouve ainsi dans une situation singulière où plusieurs puissances régionales et internationales disposent de capacités d'action militaire sur son territoire sans que Bagdad soit toujours en mesure de les empêcher.

## L'Irak et ses dépendances extérieures



La situation en Syrie constitue un sujet de préoccupation supplémentaire. La recomposition des rapports de force dans le Nord-Est syrien début 2026 - en particulier vers Hassaké et Deir ez-Zor, où les FDS se retirent et plusieurs centres de détention ont été démantelés - crée un vide sécuritaire qui accroît le risque de résurgence jihadiste transfrontalière. L'Irak se retrouve ainsi exposé à un risque accru d'infiltrations jihadistes transfrontalières, une menace que certaines milices invoquent pour justifier la conservation de leurs armes et de leurs activités militaires - au détriment de l'autorité du pouvoir central.

L'Irak demeure fortement exposé aux chocs régionaux. Le désengagement des missions internationales aggrave l'isolement de l'Irak. Le mandat de la Mission d'assistance des Nations unies en Irak (UNAMI) a pris fin en décembre 2025, et les agences onusiennes restantes opèrent désormais avec un mandat purement technique. La Coalition internationale contre Daech (OIR) a quitté Bagdad fin 2025 pour se repositionner à Erbil, tandis que la Mission de l'OTAN en Irak (NMI) s'est retirée de la capitale en mars 2026, en raison du conflit entre les États-Unis et l'Iran. Seule la mission civile de l'Union européenne (EUAM) reste active, mais avec une empreinte très limitée. La présence institutionnelle des milices au sein de l'appareil sécuritaire irakien, couplée à une reprise de l'insécurité (attaques ciblées, risques d'enlèvements), rend la présence

des missions internationales politiquement délicate et dissuade leur maintien sur place, accélérant le désengagement occidental.

Ce tiraillement permanent entre les influences antagonistes des Etats-Unis et de l'Iran a été amplifié par la guerre ouverte entre Washington et Téhéran qui a cristallisé cette tension structurelle. Le pays devient un théâtre déporté de cet affrontement, notamment en raison de la présence de milices alignées sur l'Iran. Depuis le début de 2026, plusieurs frappes - très probablement menées par les États-Unis - ont visé des infrastructures liées aux milices pro-iraniennes dans l'ouest du pays, tandis que ces groupes ont intensifié leurs attaques contre des intérêts américains. Par ailleurs, le Wall Street Journal a évoqué l'installation temporaire d'une base logistique israélienne en territoire irakien durant la campagne aérienne, illustrant à quel point l'Irak se retrouve désormais entraîné dans la confrontation régionale : son territoire sert de profondeur stratégique aux factions alignées sur l'Iran, tandis que les États-Unis y protègent activement leurs positions<sup>2</sup>. Dans ce contexte, la neutralité professée par Bagdad devient de plus en plus difficile à tenir. Cette neutralité est d'autant plus contrainte que l'Irak ne dispose pas des moyens militaires lui permettant de faire respecter sa souveraineté aérienne. Durant la guerre des douze jours, puis lors de la campagne engagée à partir du 28 février 2026, Bagdad a protesté contre les survols de son territoire par des missiles, drones et avions de combat américains ou israéliens, sans être en mesure d'y faire obstacle. Les forces armées irakiennes ne disposent ni d'un réseau intégré de surveillance aérienne couvrant l'ensemble du territoire, ni d'une défense sol-air moderne capable d'intercepter des appareils évoluant à haute altitude. Cette faiblesse structurelle réduit fortement la capacité de l'État à faire respecter sa neutralité.

La guerre régionale fragilise directement l'équilibre budgétaire irakien, entièrement dépendant des exportations pétrolières qui constituent la quasi-totalité des recettes en devises du pays. Toute perturbation durable du détroit d'Ormuz ou toute dégradation des relations avec les États-Unis met en péril la stabilité financière de l'État. À l'inverse, une rupture avec l'Iran compromettrait les importations d'électricité et de gaz dont dépend le réseau national. L'Irak se retrouve ainsi dans une situation où l'issue du conflit régional conditionne sa propre stabilité : il ne peut qu'œuvrer à sécuriser ses infrastructures de production et de transport, notamment l'oléoduc Kirkouk-Ceyhan, sans disposer de marge réelle pour infléchir les contraintes extérieures.

Le conflit pèse d'autant plus sur l'Irak que l'État, déjà fragile, est directement exposé aux tensions régionales. La dépendance énergétique en est l'illustration la plus frappante : près de 95 % des exportations pétrolières irakiennes transitent par le détroit d'Ormuz, une route maritime vulnérable aux blocages. Toute escalade entre Washington et Téhéran – menaces sur la navigation ou perturbation du trafic – met directement en péril les recettes budgétaires du pays. L'unique alternative, l'oléoduc Kirkouk-Ceyhan, a partiellement repris ses activités en 2025 (environ 200 000 barils/jour), mais reste vulnérable aux tensions entre Bagdad, Ankara et le Gouvernement régional du Kurdistan, ainsi qu'à l'insécurité persistante dans le nord. Parallèlement, un trafic de camions transportant du pétrole brut persiste, mais il relève davantage de la contrebande que d'une solution structurelle.

Cette guerre régionale fragilise directement l'équilibre économique irakien, entièrement dépendant du pétrole – qui représente 90 % des recettes en devises du pays. Toute perturbation durable du détroit d'Ormuz ou toute dégradation des relations avec Washington menacerait la

---

<sup>2</sup> <https://www.wsj.com/world/middle-east/israel-built-and-defended-a-secret-iran-war-base-in-iraq-3590851a>



stabilité financière de l'État. À l'inverse, une rupture avec l'Iran compromettrait les importations d'électricité et de gaz, dont dépend 40 % du réseau national. L'Irak se retrouve ainsi pris au piège : il ne peut que tenter de sécuriser ses infrastructures (comme l'oléoduc Kirkouk–Ceyhan) sans avoir les moyens d'influer sur les contraintes extérieures qui pèsent sur lui.

\*\*\*

L'Irak de 2026 se caractérise donc par un exécutif fragile, un système politique fragmenté et une économie vulnérable. La nomination d'Ali al-Zaidi reflète l'incapacité des factions à s'accorder sur un leadership fort, mais au-delà de sa personnalité, c'est l'ensemble du système irakien qui se trouve confronté à une équation inédite : gouverner un pays exposé à une guerre régionale qui s'étend, tout en tentant de préserver une cohésion interne déjà fragile. L'évolution de la confrontation Iran–États-Unis–Israël déterminera largement la marge de manœuvre du gouvernement.

Au-delà des défis internes, la principale contrainte stratégique de l'Irak réside désormais dans l'accumulation de dépendances envers des acteurs dont les intérêts sont souvent contradictoires : dépendance financière vis-à-vis des États-Unis, dépendance énergétique partielle vis-à-vis de l'Iran, exposition sécuritaire à la Turquie, influence persistante des milices et nécessité de composer avec le Gouvernement régional du Kurdistan. Cette superposition de contraintes limite fortement la capacité de Bagdad à définir une politique autonome.

Parallèlement, l'Irak est progressivement devenu un corridor stratégique reliant le Golfe, le Levant et l'Iran. Son territoire, son espace aérien et ses infrastructures sont désormais utilisés, directement ou indirectement, par les différentes puissances engagées dans la compétition régionale. Cette centralité géographique accroît son importance stratégique mais réduit sa capacité à demeurer à l'écart des crises qui l'entourent.

Le véritable défi du gouvernement d'Ali al-Zaidi ne sera donc pas seulement de gérer les équilibres politiques internes, mais de restaurer progressivement les attributs de souveraineté dans un environnement où les acteurs extérieurs disposent souvent de davantage de leviers d'action que l'État irakien lui-même, tandis que la menace djihadiste demeure présente.

■





[www.fmes-france.org](http://www.fmes-france.org)

Institut FMES  
Maison du numérique et l'innovation  
Place Georges Pompidou  
83000 Toulon



@institutfmes



Institut FMES



Institut FMES



Boussole  
stratégique